



AGIS-TA-TERRE

**Agis ta Terre**

5 Pl de l'Hôtel de ville  
35220 Châteaubourg



VITRÉ TUVALU

**Vitré-Tuvalu,**

27 rue Notre-Dame  
35500 Vitré



**UFC-Que Choisir**

8 Pl du Colombier  
35000 Rennes



**Eau et Rivières**

2 rue crec'h ugen  
22810 Belle-Isle-en-Terre

**La Bouëxière**

**Environnement**  
35340 La Boëxière

Communiqué de presse

Le 29 septembre 2022

### **Plus que deux mois et demi avant la panne sèche : La sécheresse est toujours là et nous regardons ailleurs**

Les comités sécheresse, présidés par le Préfet, s'enchaînent et la sécheresse ne s'améliore pas. Deux territoires sont à leur limite : la région touristique de Saint-Malo... et Vitré ! Malgré nos barrages, l'absence de pluie fait chuter le remplissage des étangs, d'où nous tirons notre eau potable (Valière, Haute Vilaine, Cantache).

Eaux du Bassin Rennais a été pro-active : campagne de communication grand public, don de kits hydro-économiques, réunion de mobilisation à destination des élus. Et chez nous ? Alors que la crise est plus critique sur notre territoire, nous nous étonnons de la faible réaction d'Eaux des Portes de Bretagne (ex SYMEVAL).

Sans tomber dans le catastrophisme, nous pensons qu'il faut dire les choses : nous sommes sous la menace (imminente) d'une grave crise de l'eau potable. Nos associations font les demandes suivantes :

- Nous appelons à une **plus grande transparence**. Chaque habitant devrait pouvoir savoir quel est le niveau de remplissage des étangs ou le nombre de jours avant la panne sèche. Actuellement, il ne reste que 2 mois et demi avant cette panne sèche. C'est inédit et inquiétant, mais la population n'est pas informée. Ce suivi existe pourtant mais n'est pas accessible aux citoyens: comment responsabiliser la population si elle ne dispose pas d'informations claires et officielles ?
- Eaux des Portes de Bretagne (ex SYMEVAL) devrait faire en urgence **une campagne de communication**, invitant à une gestion économe de l'eau. Si chacun doit être mobilisé et adopter des gestes économes, nous n'avons pas tous la même responsabilité. Que l'on soit en situation de précarité ou un gros consommateur industriel, les efforts doivent être proportionnés.
- La situation se dégrade depuis plusieurs années ; nous aurions dû - et nous devons à l'avenir - avoir une **politique de l'eau sur le long terme**, prenant en compte cette situation. L'aménagement du territoire doit être conditionné aux ressources locales et intégrer les prévisions des climatologues qui alertent sur le fait que le changement climatique augmentera les températures et la durée des sécheresses. Cette anticipation ne semble pas amorcée et aucune annonce concrète n'intègre cette urgence.
- Il est fondamental que l'eau soit considérée comme un bien commun et donc que son prix au litre soit indexé sur la consommation (des ménages et des industriels) : **plus on consomme, plus on paye cher cette ressource vitale**. Cette politique tarifaire motiverait un usage parcimonieux des ressources, notamment par les gros consommateurs. Nous soutenons Eaux des Portes de Bretagne qui s'engage dans cette démarche, mais considérons que cette orientation est actuellement trop timide au vu des enjeux.
- La chute des quantités d'eau entraîne la **concentration des produits polluants dans l'eau**. Le traitement des eaux pour la distribution d'eau potable dans les usines est inadéquate. Une mise à niveau des traitements demandera une augmentation drastique du coût de l'eau pour le consommateur. Ce dernier est aussi celui qui finance les gros consommateurs de l'agro-industrie. Les gros consommateurs d'eau devraient être plus taxés que le consommateur ordinaire.

L'eau est une ressource limitée, dont le volume ne grandira pas. Malgré les barrages et les interconnexions, nous sommes quand même en crise. La technique ne résoudra pas tous nos problèmes. Pour accueillir de nouveaux habitants ou entreprises, nous ne pourrons donc pas compter sur plus d'eau. Nous devons donc apprendre à faire mieux, avec moins. Oui, le temps de l'abondance est bien terminé. Mais plutôt que de subir cette contrainte, nous pouvons nous en servir pour la transformer en levier et aller collectivement vers un autre modèle de société : protégeant mieux la ressource en eau, partageant équitablement cette ressource, avec un usage sobre.